

Pierre Moscovici, commissaire européen

«Il y aura une révolte populaire si la zone euro ne réduit pas ses divergences»

LES PHRASES CLÉS

«Au sein de l'Eurogroupe, tout le monde sait qu'il faut aller plus loin. Tout est dans le comment.»

«Le populisme a perdu des batailles démocratiques dans l'année qui s'est écoulée, il n'a pas perdu la guerre.»

INTERVIEW FRÉDÉRIC ROHART

La Commission appelle ça pompeusement une réflexion sur «l'approfondissement de l'Union économique et monétaire», mais qu'on ne s'y méprenne pas: le document qu'elle vient de mettre sur la table vaut le détour. On pourrait presque le rebaptiser «vers l'Union budgétaire», car vingt-cinq ans après le traité de Maastricht qui a jeté les bases de l'euro, c'est bien de cela qu'il s'agit: corriger la construction «boiteuse» de cette Union en donnant chair à sa jambe budgétaire. Pour le commissaire aux Affaires économiques Pierre Moscovici, ne pas avancer, ce serait mettre en péril l'euro.

Le document de réflexion de la Commission ne considère pas d'alternative à un renforcement radical de la zone euro. Pensez-vous qu'il y a un consensus au niveau des États membres sur ce postulat?

Je ne dis pas que ce papier est sans alternative. Il y a dans ce papier des options et il pourrait y avoir des alternatives dans le débat politique. J'ai toujours détesté le «Tina» («There is no alternative»). En revanche, je pense en effet qu'il n'y a pas d'alternative à une avancée de la zone euro. Si on reste dans le statu quo, la zone euro est menacée à terme. Les Français ont voté il y a un mois pour le maintien de la France dans la zone euro parce qu'ils voient bien que c'est un élément de protection, de stabilité. Mais s'il manque l'autre élément, c'est-à-dire la capacité à dynamiser la croissance et à réduire les divergences entre les pays, alors il y aura une révolte populaire, en tout cas une insatisfaction qui viendra nourrir le populisme. Le populisme a perdu des batailles démocratiques dans l'année qui s'est écoulée, il n'a pas perdu la guerre. Ne pensons pas qu'il a disparu. C'est la raison pour laquelle nous n'avons pas retenu la méthode des scénarios, dont un scénario serait le statu quo et pourquoi pas la défaillance. Nous avons consi-

déré qu'il n'y avait qu'une option politique, qu'un choix politique: avancer dans l'intégration de la zone euro. Mais ce n'est pas une stratégie à prendre ou à laisser: c'est une note de réflexion, pas une note de propagande.

Et donc, pensez-vous qu'il y ait un consensus au niveau des États?

Les dix-neuf savent qu'il y a des avancées à faire. Tous ne sont pas d'accord sur la totalité de ces avancées. Certains mettent davantage l'accent sur les risques, d'autres sur la solidarité, certains sont pour une version très intégrée, d'autres sont plus prudents. Mais je ne vois pas autour de la table de l'Eurogroupe (les ministres des Finances de la zone euro, NDLR) d'«euroréticents». Tout le monde sait qu'il faut aller plus loin. Tout est dans le «comment».

Il y a une perception souvent exprimée que certains pays au sein de la zone euro bénéficient davantage de l'euro que d'autres – on peut parler de l'économie allemande. Une manière de résumer votre projet est-elle aussi de dire qu'il faudrait un rééquilibrage de la manière dont chacun bénéficie de l'euro?

Disons-le de manière plus nette. Si au nord de l'Europe, on a l'impression qu'on a affaire au sud à des pays qui ne prennent pas leurs responsabilités, qui ne gèrent pas leurs finances publiques de manière saine, qui n'obéissent pas aux règles, alors il y aura de la part de ces pays un rejet de ce qu'est l'euro. Si au sud de l'Europe, on a l'impression qu'on a au nord des pays qui n'utilisent pas leur marge de manœuvre au service du bien commun et qui tirent plus d'avantages de l'appartenance à la zone euro sans avoir le moindre réflexe de solidarité, il y aura un rejet de l'euro. C'est pour ça que la divergence est une menace. Il faut que ceux qui souffrent de déficits les résorbent, et que ceux qui, au contraire, bénéficient d'excédents – qu'ils soient budgétaires ou commerciaux – les utilisent au bénéfice commun, au travers d'un effort d'investissement. Enfin, il faut être capable de mutualiser un certain nombre de fonctions. C'est ce qui nous conduit à proposer des outils comme une fonction de stabilisation budgétaire, qui peut aller jusqu'à un budget de la zone euro. Qui, en toute hypothèse, doit dynamiser l'investissement.

Vous parlez dans ce texte de mutualiser les dettes, c'est un sujet sur lequel l'Allemagne se montre particulièrement prudente, pour ne pas le dire autrement. Comment convaincre les États les plus frileux?

Nous n'allons pas reprendre la vieille controverse sur les eurobonds (système d'emprunt commun aux membres de la zone euro, NDLR)...

Vous n'utilisez pas le terme, mais vous parlez d'un «actif sans risque commun», comparable aux bons du Trésor US...

Notre livre blanc évoque de manière très précise les diverses formules que peut prendre cet actif sans risque, qui n'implique pas nécessairement une mutualisation des dettes. Donc n'ayons pas de fantasme là-dessus. En revanche nous aurons sans aucun doute besoin de cet actif.

Mais ne serait-ce pas tout de même un premier pas vers les eurobonds?

Une première étape peut-être. Il se trouve que je suis l'un des vétérans de l'Eurogroupe

et j'ai eu très souvent cette discussion avec Wolfgang Schäuble (le ministre allemand des Finances, NDLR), qui m'a dit qu'il n'excluait pas que, à la fin de l'histoire, dans une Union économique et monétaire complétée, il y ait des eurobonds. Mais quand on parle d'une première étape, on ne parle pas de la dernière. Et la première étape ne débouche pas forcément sur la dernière. Il y a une vie pour les actifs sans risques sans eurobonds.

Votre document de réflexion parle d'un budget de la zone euro, d'un ministre des Finances de la zone euro... Il faut de nouveaux transferts de souveraineté vers l'Union?

Je parlerais plutôt de partage de souveraineté que de transfert. Nous avons besoin d'un budget de la zone euro, qui peut être une capacité budgétaire, qui assume une fonction de stabilisation, qui peut recouvrir des idées comme l'assurance chômage, comme le soutien à l'investissement (lire ci-dessous). Mais ce budget par définition est un budget pour tous, voté par tous.

Deuxième chose: on a besoin, dès lors qu'il y a un budget, d'un pilotage de cette politique économique. Il doit être plus effectif qu'aujourd'hui. Je plaide depuis longtemps pour qu'il y ait un ministre des finances de la zone euro. J'ai fait un premier papier sur le sujet en 2013: je pensais déjà qu'il fallait que ce ministre soit aussi membre de la Commission européenne. Parce que c'est la Commission qui est responsable devant le Parlement. Pas le président de l'Eurogroupe. On a besoin de ce double chapeau sur les matières économiques et financières comme il existe en matière de relations extérieures (la Haute représentante de l'UE Federica Mogherini est à la fois membre du Conseil et de la Commission, NDLR). On a

besoin d'un contrôle démocratique, qui doit être exercé par le Parlement européen.

Pourquoi votre papier ne parle-t-il pas spécifiquement d'un Parlement de la zone euro?

Ce texte ne se veut pas prescriptif. Nous sommes trop avertis de politique pour ne pas empiéter sur la souveraineté parlementaire: ce sont des décisions d'organisation qui peuvent et doivent être prises par les Par-

lements eux-mêmes. Mais nous prenons une option: dans la campagne présidentielle française, certains au sein de mon parti avaient dit que le Parlement de la zone euro, ce devaient être les Parlements nationaux. Non: le Parlement de la zone euro, c'est le Parlement européen. Charge à lui de s'organiser. Et forcément, ce seront les États membres de la zone euro qui seront en première ligne.

Comment qualifieriez-vous le degré d'urgence de la réforme de la zone euro?

Nous ne pouvons pas nous permettre de dilapider les années qui viennent. C'est maintenant que le débat doit commencer, c'est maintenant que les décisions doivent être prises. Je souhaite que mon successeur, ici, soit le Premier ministre des Finances de la zone euro. Il sera là en novembre 2019.

«Si l'on reste dans le statu quo, la zone euro est menacée à terme.»
Pierre Moscovici

Une vision très concrète pour la zone euro

FRÉDÉRIC ROHART

Avec son «document de réflexion» sur l'avenir (proche) de la zone euro, la Commission européenne ramasse en trente pages un débat qui travaille l'Europe depuis des années, mais qui pourrait bien être, avec le tandem Macron-Merkel, en fin de maturation. La Commission part du principe que la zone euro a un besoin vital de convergence et propose de nouveaux instruments de politique économique, assortis d'un «saut démocratique» dans la zone euro.

Avant tout cela, souligne la Commission, il faut parachever l'Union bancaire. Il faudrait, «idéalement avant 2019», conclure un accord sur le dispositif de soutien budgétaire commun «crédible» pour la résolution des crises bancaires. Pour réduire «le problème d'interdépendance entre les banques et leur 'pays d'ori-

gine'», la Commission propose la création de «titres adossés à des obligations souveraines» (SBBS selon l'acronyme anglais): des produits financiers qui pourraient être émis par des institutions «sans impliquer de mutualisation des dettes entre les États membres».

La Commission propose aussi de plancher sur le développement d'un **nouvel instrument d'émission de dette commune**: un «actif sans risque» qui serait comparable aux bons du Trésor américain et renforcerait la stabilité financière de la zone euro.

Pour améliorer la convergence économique et sociale, la Commission veut renforcer la «dimension zone euro» du semestre européen, le processus de coordination des politiques, avec de **nouveaux standards de convergence**, des incitations financières pour pouvoir les atteindre mais aussi un volet plus contraignant. L'étape suivante serait la création d'un

«**mécanisme de stabilisation central**» de la zone euro. Il permettrait à la zone euro d'agir en cas de crise pour «protéger l'investissement public en cas de ralentissement économique» et de soutenir le système d'assurance chômage «en cas de hausse soudaine du taux de chômage». Reste à voir comment il serait financé.

Le futur budget commun serait placé entre les mains d'un **ministre des Finances de la zone euro**, à cheval entre la Commission européenne et le Conseil, qui rendrait compte devant le Parlement européen.

La Commission propose de nouveaux instruments de politique économique, assortis d'un «saut démocratique» dans la zone euro.